

original : j.p. delamuraz, president de la confederation *10*  
 kopie : brf jac rue la kt sru sin dy ay fe pgf

tokyo, 18.5.1989

15.00 h

00136-

)-hhhhh

py/id/gb

*S.C. 41 Dop. M.M.*

pour m. jean pascal delamuraz, president de la confederation

copie:

bawi: b, cm, a, py, gi, md, bd, je, ke, wa, zo, im, sti, wy, mr,  
co, hs, sc, jd, frodfae: secretaire d'etat jacobi  
ambassadeurs ruegg et ducrey  
ministre lautenberg

adm. des finances: directeur gygi, vice-directeur kaeser

bns zuerich: president lusser, directeur general zwahlen  
bns berne: vice-president meyer

copie va directement par radio/data care a:

- washington, bonn, paris, londres, ottawa, rome, canberra
- ocde-delegation, paris
- cee-mission, bruxelles
- mission, geneve

ma v i s i t e a u j a p o n (10-17 mai 1989)

## 1. g e n e r a l i t e s

ma premiere visite au japon en tant que delegue responsable de nos relations economiques avec ce pays, a ete dense, stimulante et s'est deroulee dans une atmosphere de grande cordialite. l'ambassadeur baer et son equipe, dont le chef de la section economique m. hodel, y ont beaucoup contribue. en depit de la crise politique qu'il traverse momentanement, le japon parle le langage d'une grande puissance economique. il ne fait pas de doute que ce pays est en train de s'ouvrir economiquement, de l'avis surtout des industriels suisses au japon. tokyo commence par ailleurs a manifester un sens des responsabilites - parfois encore hesitant - a l'egard du systeme economique international. cela est surtout le cas dans le domaine financier (dette), plus que dans le domaine commercial. dans ce dernier secteur, le japon paraît obsede par ses relations bilaterales avec les etats-unis, son plus grand marche et un pays qui continue, en apparence du moins, a lui inspirer une certaine crainte et du

original ging an: - j.p. delamuraz, pres. confederation  
 kopie ging an: - bawi (21x)  
 - adm. des finances, dir. gygi, vice-dir.kaeser  
 - bns zuerich, pres. lusser, dir.gen. zwahlen  
 - bns berne, vice-pres. meyer

18.05.89 12.00 -p-o- mk



respect, face a des blocs économiques régionaux qui gagnent en importance, le japon réalise certes son intérêt a un renforcement du système multilatéral. son respect tout naturel des grands et des forts - europe 92 est a cet egard un sujet d'intérêt croissant - a tendance pourtant a faire pencher les japonais du cote du bilateralisme. c'est ainsi qu'ils ont accordé concession commerciale unilatérale apres concession commerciale unilatérale aux états-unis, alors qu'ils insistent pour que les quelques petits suisses, avancés ici depuis des années, soient traités dans le cadre de l'uruguay round (cf. plus bas).

l'état de nos relations économiques bilatérales est bon, même très bon. ceci dit, toute concession bilatérale - et il reste un certain nombre de points de contentieux - ne peut être arrachée que difficilement. comme dans nos relations avec les états-unis, la fermeté et la négociation "en paquet" est de mise ici. et ceci dans un contexte de contacts bilatéraux et personnels renforcés.

## 2. p r o g r a m m e

mon programme, admirablement encadré par l'ambassade, a compris des entretiens avec les vice-ministres des affaires étrangères (kunihiro), du commerce et de l'industrie (muraoka) et de l'agriculture (maki), leurs directeurs généraux compétents pour les affaires économiques internationales et deux directeurs généraux du ministère des finances. ces contacts ont pu être approfondis a l'occasion d'un dîner offert par l'ambassadeur baer et de quatre repas officiels offerts par les différents ministères japonais. l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ne laisse aucun doute quant au renom dont jouit notre pays auprès du gouvernement japonais. a osaka et a tokyo j'ai rencontré la colonie économique suisse, une colonie particulièrement dynamique. dans la région d'osaka, j'ai visité les quartiers généraux de même

qu'a 100 km une fabrique de production de ciba-geigy. a tokyo j'ai participé a l'ouverture de swissexpo 1989.

## 3. s i t u a t i o n p o l i t i q u e

le japon traverse une crise politique profonde (dite "recruit scandal"), peut-être la plus grave de l'après-guerre. a l'heure qu'il est, personne ne sait qui succédera a la fin du mois au premier ministre démissionnaire, ni si le parti au pouvoir depuis des décennies gagnera les élections de cet été a la chambre haute du parlement. alors que les observateurs étrangers et de

nombreux japonais partent de l'idée qu'a défaut d'une opposition capable de reprendre le pouvoir, le parti libéral démocratique restera la force politique dominante au japon, j'ai été frappé par l'opinion de quelques-uns de mes interlocuteurs, dont le vice-ministre des affaires étrangères kunihiro, qui m'ont déclaré non sans appréhension qu'une certaine déstabilisation politique du japon ne peut plus être exclue. il est vrai que je n'en ai rien ressenti. l'administration semble avoir la situation bien en mains et le vacuum du pouvoir n'est que peu perceptible.

## 4. c o n t a c t s m i n i s t e r i e l s f u t u r s s u i s s e - j a p o n

il est probable que le japon organisera, vers la fin du mois de novembre, une réunion ministérielle informelle gatt du type islamabad. en raison de la démission du premier ministre, la date ne peut encore en être fixée, ni les invitations envoyées. quoi qu'il en soit, les japonais avaient l'air ravis a l'idée qu'une telle réunion pourrait, le cas échéant, permettre au président delamuraz de venir au japon encore cette année en sa double qualité de ministre de l'économie et de président de la confédération. le gouvernement japonais sait en effet que les présidents de la confédération ne font pas de visites exclusivement bilatérales a l'étranger. /.

5. c o m m e r c e i n t e r n a t i o n a l  
 tokyo est visiblement tres preoccupé par la perspective d'une avalanche d'actions americaines dites "super 301". c'est ici le sujet de discussion economique no. 1. mes interlocuteurs partent de l'idée que le japon sera sur la liste americaine des pays visés, qui sera publiée le 31 mai. cela en dépit de nombreuses démarches récentes entreprises à washington. le japon partage no-

tre crainte que les négociations "301" qui auront lieu durant une année, eclipse, voire paralyse l'uruguay round, tant pour ce qui est des ressources que de l'attention politiques qui y seront affectées. selon mes interlocuteurs, carla hills (plus que mosbacher) serait consciente du danger et aurait promis de coopérer avec tokyo pour dédramatiser dans toute la mesure du possible ce qui dans les médias apparaîtra comme une superconfrontation. kunihiro (mae) et muraoka (miti) m'ont dit être encouragés par notre argumentation en faveur d'une absorption au moins partielle des négociations 301 par l'uruguay round. le lendemain de notre entrevue, kunihiro m'a dit avoir plaidé cette cause auprès du nouvel ambassadeur américain

armacost, qui venait lui faire sa visite d'arrivée. cela dit, différentes écoles de pensée s'affrontent ici: le bilateralisme représente une tentation croissante pour le japon au fur et à mesure que sa puissance économique augmente et qu'il se voit par ailleurs attaqué sur son propre terrain par les quatre tigres et les pays de l'asean.

ce qui vaut pour le bilateralisme - que le japon serait tenté de souhaiter voir légalisé par le gatt - ne vaut pas par contre pour l'unilateralisme (mesures de retorsion prises hors de toute légalité gatt). le japon le craint plus que toute chose. mes interlocuteurs m'ont demandé de veiller en ma qualité de président du comité des échanges de l'ocde à ce que l'ocde fasse de la lutte contre l'unilateralisme le "focal point" de ses travaux en matière commerciale. le gouvernement japonais désire également obtenir dans le communiqué ministériel de l'ocde une condamnation sans équivoque de toute action unilatérale. ("buzz word" pour action 301). les japonais savent bien évidemment qu'en contrepartie, les états-unis demanderont l'insertion d'une référence à la responsabilité particulière des "surplus countries" ("buzz word" pour japon). aussi tokyo désire éviter que les communiqués de l'ocde et du sommet établissent un lien implicite entre excédent courant ou commercial et protectionnisme.

#### 6. u r u g u a y r o u n d

les entretiens détaillés qui ont eu lieu sur ce sujet feront l'objet de notes séparées. mes interlocuteurs m'ont dit et redit avoir apprécié le rôle joué par la suisse à geneve en avril dans

la défense des facteurs non-économiques de la p o l i t i q u e a g r i c o l e. une délégation japonaise viendra à berne d'ici l'été pour approfondir avec nous la traduction de nos idées en propositions négociatoires (règles), de même que pour aborder d'autres sujets d'intérêt commun. parmi ceux-ci figurent les t a r i f s - le japon est comme nous et la cee à la recherche d'une approche de compromis apparentée à une formule d'harmonisation tarifaire -, les s e r v i c e s et la protection de la p r o p r i e t e i n t e l l e c t u e l l e. sur ce dernier thème, il m'a paru que les japonais ont considérablement réduit leurs ambitions, ceci surtout en matière de normes. ils sont par

ailleurs intervenus pour que la suisse abandonne son opposition a un code. j'ai explique a mes interlocuteurs notre approche basee sur l'ancrage dans le gatt du theme de la propriete intellectuelle, cela aussi de maniere a oter toute legitimité a l'unilateralisme de plus en plus pratique dans ce secteur.

7. o c d e / s o m m e t (cf. aussi points 5 et 6)  
kunihiro, un des deux sherpas japonais, m'a dit qu'autant la reunion ministerielle de l'ocde que le sommet du 14 juillet devaient concentrer leurs attentions sur la condamnation de l'unilateralisme commercial et sur le lien entre ajustement structurel, coordination des politiques macro-economiques et lutte contre le protectionnisme. (le conseil ministeriel de l'ocde coïncidera avec la publication par les etats-unis de la liste des pays visés par la procedure "super 301").

8. a g r i c u l t u r e (cf. aussi point 6)  
en matiere d'agriculture, le japon reste "specifiste". les mesures de liberalisation decidees ces 18 derniers mois ont coute cher au gouvernement en termes de soutien politique. cela dit, il ne fait pas de doute que la tendance vers une liberalisation et une reduction du soutien p a r t i e l s sera maintenue. et cela vaut egalement pour le riz : en 1987 le prix garanti du riz a ete reduit pour la premiere fois depuis 31 ans de 6 pourcent et en 1988 de 4,8 pourcent. pour le japon, il s'agit la d'un developpement revolutionnaire.

9. s i t u a t i o n e c o n o m i q u e  
l'economie japonaise est en bonne sante. le probleme majeur demeure celui de l'enorme excedent commercial et courant. vis-a-vis des seuls etats-unis l'excedent commercial est d'environ 50 milliards de dollars. c'est la un probleme politique international majeur. actuellement l'excedent commercial japonais a tendance a augmenter de nouveau, en depit du fait qu'en 1988 le japon a accru ses importations de pres de 30 milliards de dollars. il n'est pas necessaire d'etre un specialiste du japon pour constater ici qu'a vue humaine le japonais moyen continuera

a travailler, a epargner et a investir plus que l'americain moyen et a consommer moins que ce dernier. c'est dire que la regression des disequilibres en question n'est pas pour demain. et c'est la un serieux sujet de preoccupation pour l'avenir du systeme economique et commercial international.

10. d e t t e (cf. note d'entretien au ministere des finances)  
le japon se considere comme co-auteur du plan brady. celui-ci inclut les principes du plan miyazawa. le japon est dispose a fournir une contribution parallele de 4,5 milliards de dollars de credits non lies au titre de la "extended fund facility".

cette contribution sera liee a la conditionnalite du fmi. le japon exigera en plus que les pays beneficiaires acceptent les "debt equity swaps" et encouragent concretement le rapatriement des capitaux en fuite, que le fmi et la banque mondiale subventionnent les transactions servant a la reduction de la dette ou du service de la dette et que les banques renoncent aux "waivers". les 4,5 milliards seront donc conditionnes a la mise en application des grandes lignes du plan brady.

### 11. relations bilaterales suisse-japon

au mae et au miti j'ai procede a un tour d'horizon complet de nos relations economiques bilaterales. celles-ci sont bonnes, surtout depuis l'obtention de vols transsiberiens entre zurich et tokyo. l'etat des relations en matiere bancaire est satisfaisant egalement. le probleme (double imposition) de l'impot anticipe japonais sur les revenus de licence est en train d'etre revu. c'est la une bonne nouvelle. en matiere commerciale (chaussures de ski, chaussures en cuir, fromage, fondue, couvertures de chocolat), les japonais ont offert de regler notre contentieux dans le cadre de l'uruguay round. j'ai accepte, tout en precisant que nous n'offririons pas de contreconcessions equivalentes. j'ai regrette que ces irritants que nous soulevons depuis 1983, n'aient pas pu encore etre regles, alors que d'autres pays (usa notamment) ont beneficie ces dernieres annees de concessions japonaises unilaterales dans le cadre du programme japonais d'ouverture. c'est la preuve (cf. paragraphe ci-dessus) que les japonais, comme d'autres, ne cedent de preference qu'a la force. il y a la des enseignements a tirer. (cf. introduction)

### 12. presence suisse au japon

la presence suisse au japon est forte. la suisse est le deuxieme investisseur apres les etats-unis. les entreprises ici realisent un chiffre d'affaires annuel d'environ 8 milliards de francs (dont nestle 2,5). il est interessant de comparer ce chiffre a nos 3 milliards d'exportations qui representent environ 4 o/o de nos exportations totales. si l'on tient compte du fait que le japon est la deuxieme puissance economique mondiale, qu'il assure dix pourcent du pnb mondial et qu'il est le centre d'une region en plein essort economique et technologique, la presence suisse ici demeure largement insuffisante.

il est essentiel que nos petites et moyennes entreprises viennent dans cette partie du monde. il en va de leur competitivite future dans un marche de plus en plus global. des expositions telles que swissexpo (organisee par eximindex, la zurich assurance, le credit suisse et la banque populaire) contribuent a aider les pme suisses a decouvrir le marche japonais. cela d'autant plus que je n'ai pas rencontre un seul industriel suisse ici - la meme chose ne vaut pas pour les banquiers - qui m'ait dit que le marche japonais etait un marche ferme. c'est un marche difficile, culturellement encore opaque, mais combien prometteur.

### 13. conclusion

l'accueil extraordinairement chaleureux et interesse que j'ai recu ici est une indication de l'interet du japon a intensifier ses relations avec nous. europe 1992 et l'attrait que la perspective d'un grand marche europeen exerce sur l'economie japonaise, contribuent a ce desir de tokyo d'approfondir le dialogue avec la suisse. notre non-appartenance a la cee est a cet egard un atout. le japon cherche en effet des avocats europeens en faveur de son acces aussi non discriminatoire que possible au futur marche unique. notre interet est de jouer la carte du renforcement du dialogue suisse-japon. pury+